

# Dérive autoritaire et luttes pour la terre aux Philippines

Cédric Leterme

Number 813, Summer 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/96110ac>

[See table of contents](#)

---

## Publisher(s)

Centre justice et foi

## ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

## Cite this article

Leterme, C. (2021). Dérive autoritaire et luttes pour la terre aux Philippines. *Relations*, (813), 33–34.



# DÉRIVE AUTORITAIRE ET LUTTES POUR LA TERRE AUX PHILIPPINES

*Les paysans de Mindanao, majoritairement autochtones, font les frais depuis des décennies d'un accès inéquitable à la terre dans l'une des régions les plus riches du pays. Malgré de furtifs espoirs, l'élection à la présidence de Rodrigo Duterte, en 2016, n'a fait qu'aggraver la situation.*

Cédric Leterme

L'auteur, détenteur d'un doctorat en sciences politiques et sociales, est chargé d'étude au Centre tricontinental (CETRI) basé à Louvain-la-Neuve, en Belgique

« Il n'y a rien à commémorer<sup>1</sup> » : voilà ce qu'affirmaient, en octobre dernier, des habitants de la ville de Marawi, à Mindanao, l'île la plus au sud des Philippines, trois ans après le terrible siège qui a opposé durant cinq mois les forces armées du pays à un groupe islamiste qui avait pris le contrôle de la localité. Pour de nombreuses personnes forcées de fuir les combats, leur « libération » a en effet un goût amer : la plupart n'ont toujours pas été autorisées à rentrer chez elles. Le président Duterte a préféré profiter de l'occasion pour permettre à des compagnies minières et, plus largement, à des investisseurs étrangers, d'accaparer leurs terres. Bon nombre de celles-ci relèvent pourtant d'un « domaine ancestral » autochtone, l'État philippin ayant adopté en 1997 une loi sur les droits des peuples autochtones qui permet à ces derniers de faire reconnaître leur droit à la terre sur leurs « domaines ancestraux » – une procédure toutefois compliquée et dont les résultats sont loin d'être garantis.

Les habitants de Marawi ne sont pas les seuls à avoir payé un lourd tribut dans ce conflit. Dans la foulée du siège, le président Duterte a imposé la loi martiale sur la totalité de l'île de Mindanao, une première depuis la dictature de Ferdinand Marcos (de 1965 à 1986). Résultat : c'est toute la population de l'île qui s'est retrouvée un peu plus soumise à l'arbitraire d'un pouvoir plus que jamais décidé à favoriser les intérêts des multinationales (notamment canadiennes) et des grands propriétaires terriens au détriment de ceux des petits paysans, des pêcheurs traditionnels et des communautés autochtones – y compris sous couvert de « lutte contre le terrorisme ».

## Une histoire mouvementée

Mindanao est la deuxième île la plus importante des Philippines en superficie et en population. Elle concentre le plus gros des richesses naturelles du pays... mais aussi de



ses contradictions. Pendant plusieurs siècles, l'île est restée en marge des processus de colonisation (espagnole, puis américaine) qui ont d'abord surtout touché le nord de l'archipel. De ce fait, Mindanao abrite aujourd'hui la plus grande diversité de communautés autochtones du pays (deux tiers de la centaine d'ethnies que comptent les Philippines) ainsi qu'une importante communauté musulmane, majoritaire dans les régions occidentales.

Dans les années 1920, les autorités coloniales américaines favorisèrent toutefois des migrations internes de colons catholiques venant du nord du pays vers Mindanao. Après l'indépendance, cette politique s'est intensifiée, en particulier sous la dictature de Marcos, pour soulager la pression sur les terres dans les îles du nord et tenter d'apaiser les conflits croissants liés à leur dis-

tribution particulièrement inégale. Elle génère alors des tensions entre les communautés catholiques, autochtones et musulmanes à Mindanao, des tensions exacerbées par la précarité de l'accès à la terre pour les petits paysans, quelle que soit leur origine. À la fin des années 1960, les « Moros » (ethnies de confession musulmane) se lancent ainsi dans une insurrection armée, dont le siège de Marawi n'est que l'un des derniers développements en date. En parallèle, les Philippines sont également le théâtre d'une insurrection communiste dont certains des éléments les plus actifs se retrouvent également à Mindanao.

## Faire face à l'adversité

Aujourd'hui, les petits paysans et pêcheurs de Mindanao restent dans une situation triplement adverse. D'abord, à l'image de leurs homologues du nord, ils font face à une répartition des terres extraordinairement inégale : 70 % des travailleurs ruraux ne possèdent pas de terres, tandis que 13 % des propriétaires terriens concentrent à eux seuls 60 % des propriétés (souvent sur les terres les plus fertiles). Le soulèvement populaire qui a mis fin à la dictature de Marcos, en 1986, avait pourtant obtenu la mise en branle d'une réforme agraire dès 1988, mais plus de 30 ans plus tard, les terres concernées



Paysage de Mindanao, 16 avril 2012. Photo: Jose Nicdao/Flickr

n'ont été que partiellement distribuées et les résultats sont mitigés. En outre, les politiques de libéralisation commerciale et d'ouverture aux investisseurs étrangers initiées au même moment ont accentué la pression sur les terres ainsi que les difficultés économiques des petits producteurs agricoles.

En parallèle, les conflits armés et les tensions communautaires qui ravagent l'île de Mindanao depuis plusieurs décennies ont également généré un coût humain et socioéconomique particulièrement lourd pour la population. Véritable « panier à provisions » du pays et source de certaines de ses matières premières les plus précieuses – à commencer par l'or –, Mindanao n'en reste pas moins l'île la plus pauvre de l'archipel. Quatre des cinq régions les plus défavorisées du pays (qui en compte 17 au total) s'y retrouvent. Et l'insécurité sert également de prétexte au gouvernement pour contrôler et réprimer les moindres velléités de résistance de la part de la population, à commencer par les plus vulnérables.

Enfin, comme ailleurs aux Philippines, les paysans de Mindanao subissent les conséquences des changements climatiques. Sécheresses dévastatrices, érosion des sols, multiplication et intensification des ouragans, les catastrophes climatiques et environnementales sont devenues une préoccupation quasiment quotidienne dans le pays. De plus, il n'est pas rare qu'elles servent de prétexte au gouvernement qui en profite pour déplacer de force des populations, y compris à titre « préventif ». Les gens de Mindanao en ont malheureusement une longue expérience.

### Le mirage Duterte

Arrivé au pouvoir en 2016, Rodrigo Duterte, l'ancien maire de Davao – la capitale de Mindanao –, se distingue par sa rhétorique machiste et démagogique, mais surtout par la « guerre contre la drogue » particulièrement meurtrière qu'il enclenche rapidement<sup>2</sup>. Pour bon nombre de personnes, il incarne toutefois l'espoir d'une politique qui romprait radicalement avec les intérêts des élites traditionnelles, qu'il n'hésite pas à malmenier. Au départ, Duterte se montre également disposé à trouver des solutions politiques aux conflits qui minent le pays depuis des décennies, que ce soit en renforçant l'autonomie administrative des Moros ou encore en négociant avec l'insurrection communiste toujours active depuis les années

1960. Les espoirs seront toutefois de courte durée. Dès 2017, Duterte annonce la rupture des négociations avec les communistes, avant de se lancer dans la répression tous azimuts de tous ceux et celles qu'il accuse d'appuyer leur cause. Les militants pour la justice agraire ou pour la protection de l'environnement feront particulièrement les frais de cette politique de « *red-tagging* » (littéralement de « marquage des rouges »), à tel point qu'en 2019, les Philippines détiennent le triste record du plus grand nombre de militantes et de militants paysans ou environnementaux assassinés dans le monde<sup>3</sup>.

En parallèle, ceux qui misaient sur une réorientation du modèle de développement et des politiques socioéconomiques du pays restent en plan. Plus que jamais, l'administration Duterte favorise les grands propriétaires terriens et les investisseurs étrangers. En témoigne l'adoption en 2019 de la *Loi de tarification du riz*, qui lève toutes les restrictions aux importations de riz venant de l'étranger, au détriment des petits producteurs locaux. Ou encore la proposition d'un changement constitutionnel devant permettre, entre autres, d'abolir des règles empêchant la propriété étrangère des terres et des ressources du pays.

### Difficile résistance des petits paysans

Dans ce contexte, les mobilisations paysannes sont à la fois urgentes et nécessaires, mais aussi incroyablement difficiles, tout particulièrement à Mindanao. D'un côté, il y a l'enjeu de l'accès à la terre et de la sécurisation des droits des petits paysans contre les tentatives d'accaparement. De l'autre, celui de la promotion d'une agriculture paysanne compatible avec les objectifs de souveraineté alimentaire et de résilience environnementale. Le tout dans un contexte de tensions intercommunautaires, de conflits armés et de répression étatique...

Les mobilisations ne sont pas pour autant inexistantes, loin de là. Des mouvements comme le Kilusang Maralita sa Kanayunan (ou « Kilos Ka », littéralement « mouvement des ruraux pauvres »), par exemple, essayent de soutenir, mais aussi et surtout de coordonner et de fédérer les mobilisations locales de Mindanao en leur apportant un soutien technique et juridique, tout en relayant leurs revendications à l'échelon national. En partenariat avec d'autres organisations, Kilos Ka cherche également à promouvoir l'agroécologie comme alternative à l'agriculture conventionnelle, tout en mettant de l'avant une logique de dialogue intercommunautaire et de résolution pacifique des conflits.

L'échelle d'action de ces mouvements reste toutefois dérisoire face à l'ampleur des problèmes qu'ils affrontent. Mais l'histoire récente des Philippines a souvent prouvé que les événements pouvaient s'y accélérer. Pour le pire... comme pour le meilleur. 🌐

1. Voir Jigger J. Jerusalem, « *Nothing to commemorate, Marawi residents say 3 years after end of siege* », Inquirer.net, 19 octobre 2020 [en ligne].

2. Lire Laurence Choquette Loranger et Vivien Cottureau, « Philippines : les dérives de Duterte », *Relations*, n° 795, mars-avril 2018.

3. Voir Global Witness, « *Enemies of the state? How governments and business silence land and environmental defenders* », Londres, 2019 [en ligne].